

L'aide canadienne: exportatrice de doubles valeurs?

par Farida Shaikh

La débâcle indochinoise devrait nous permettre de tirer une leçon très claire: se garder des palliatifs qui rendent les remèdes impossibles. Les erreurs commises au Vietnam et au Cambodge sont mémorables à cause de leur ampleur. Il n'est pas nouveau de faire des erreurs de jugement, et de fournir des solutions à court terme à des problèmes dont la complexité et les implications n'ont pas été saisies correctement.

L'aide au développement comporte de telles erreurs. Je ne veux pas dire que les motivations étaient toujours mauvaises ou l'aide mal orientée. Mais selon moi, avant d'offrir leur aide, les donateurs devraient évaluer sérieusement l'influence et le coût des conseils qu'ils prodiguent, car les méthodes utilisées dans les projets d'aide et par les conseillers techniques servent souvent de modèle dans les pays en voie de développement. En ce qui a trait à la femme, à son rôle dans le processus de développement et dans la société, les préjugés et le manque d'intérêt de la part de ceux qui élaborent les politiques, donateurs et bénéficiaires, peuvent coûter cher aux générations futures.

Les femmes sont, à l'heure actuelle, un sujet à la mode. Les Nations Unies

ont déclaré 1975 l'année de la femme. On fait des discours, on écrit des articles, on organise des conférences pour discuter des obstacles à leur pleine participation dans la société. Des spécialistes zélés en relations publiques parcourent tant les pays développés que les pays en voie de développement. Mais toute rhétorique mise à part, que fait-on réellement? Pas assez.

Dans certains pays, la plupart des femmes vivent et meurent cloîtrées. Enveloppées de vêtements de la tête aux pieds, on leur refuse le droit de choisir dans quelque domaine que ce soit — leur mariage, leurs emplois, le nombre d'enfants qu'elles ont et jusqu'aux simples plaisirs que peut procurer un esprit vigoureux et curieux. En voici la raison. On prétend devoir protéger la pureté de la femme contre sa propre nature instable et les intrus. Cette conception dualiste de la nature morale et sexuelle de la femme, la simultanéité du bien et du mal, est profondément enracinée dans les trois importantes religions monothéistes. Elle se reflète dans des lois et des politiques nuisibles qui restreignent la liberté des femmes dans les pays occidentaux comme dans les pays orientaux et cette situation est rare-

ment contestée par les pays ou les organismes qui dispensent l'aide.

Dans d'autres pays, les femmes ont joué traditionnellement un rôle important sur le plan économique et social. L'agriculture, la gestion et même la politique future du domaine de leur compétence. Cependant, au lieu de renforcer ce rôle traditionnel et de faire admettre les femmes dans des secteurs d'où elles ont été exclues jusque-là, les politiques coloniales, les spécialistes formés à l'occidentale et les programmes d'aide ont souvent eu des résultats négatifs. On recrute généralement des hommes et non des femmes, pour bénéficier d'une formation et occuper des emplois bien rémunérés dans le commerce, la gestion et l'exploitation agricole. En voici les raisons. Dans certains cas, il ne vient simplement pas à l'esprit des conseillers que des femmes puissent occuper ces emplois. Dans d'autres, pour ceux qui formulent les politiques, les femmes appartiennent au sexe physiquement faible et il vaut mieux les tenir à l'écart des postes qui exigent de longues heures de travail pénible et leur permettre de se consacrer à leur maison et à leurs enfants. Sur le plan individuel, il serait bénéfique pour les hommes comme pour les femmes d'être exemptés d'un travail pénible et peu productif. Mais en tant que politique établie pour toutes les femmes, cette attitude pleine de sollicitude laisse beaucoup à désirer.

Dans d'autres pays, les femmes ont une autonomie sociale considérable sans jouir des privilèges politiques et économiques correspondants. Ici, encore une fois, les dispensateurs d'aide ont tendance à garder le silence.

On doit pardonner leur cynisme aux femmes qui considèrent l'Année Internationale de la Femme avec pessimisme. La valeur d'une femme est encore estimée au nombre d'enfants mâles qu'elle met au monde; une femme victime d'un viol est encore jugée coupable; une femme adulte perd encore dans le mariage ses privilèges économiques et son pouvoir de décision; une femme n'a toujours pas le même salaire qu'un homme pour le même travail; compte tenu de toutes ces raisons et de nombreuses inégalités encore plus fondamentales, comment ne pas être pessimiste?

La faute n'incombe ni aux femmes ni à ces fonctionnaires appliqués, nationaux et internationaux, qui oeuvrent à mener à bien sans heurts les conférences qui auront lieu cette

année. La responsabilité incombe plutôt à ceux qui proposent les conférences comme alternative à un changement réel.

L'Année Internationale de la Femme a vu le jour dans le cynisme et elle se poursuivra très probablement dans le même esprit. Les planificateurs sociaux, les ingénieurs et les agronomes ne furent pas à l'origine du thème choisi pour cette année. Ils n'y avaient tout simplement pas pensé. Le "mérite" va aux démographes et aux spécialistes de la santé dont le zèle en faveur du contrôle des naissances dépasse leur réticence à participer à la lutte des femmes pour leurs droits fondamentaux.

Les femmes font des enfants. Les femmes instruites, particulièrement celles qui jouent un rôle actif dans l'économie, ont moins d'enfants. Aussi, l'idée de consacrer une année à améliorer le statut de la femme a surgi à la suite de l'Année Mondiale de la Population. Mais le travail d'un photographe occasionnel, la nomination de quelques femmes bureaucrates à des postes importants et une série de réunions peuvent-ils réellement aboutir à une diminution des naissances alors que d'innombrables affiches, des manifestations et des campagnes sur le contrôle des naissances n'ont eu aucun succès. Et un tel objectif est-il valable?

Bien qu'il soit démodé d'invoquer les lois morales pour des questions d'ordre politique et économique, c'est le seul critère valable pour examiner la situation des femmes. Au cours de ce siècle, nous avons proclamé et accepté comme précepte moral, l'égalité de tous les êtres humains et leurs droits aux mêmes chances. On doit défendre les droits et les libertés des femmes parce qu'elles sont des membres à part entière de la race humaine au même titre que les hommes noirs, blancs ou métis, et non pour leur rôle de mères, d'épouses ou de pivots de la cellule familiale.

Quelle est l'attitude du Canada à l'égard des femmes du Tiers-Monde? Pas très ferme jusqu'à présent. Aucun des trois principaux organismes de développement, gouvernementaux ou non gouvernementaux, n'a été en

mesure de faire connaître à la délégation canadienne à la Conférence de l'AIF de juin les problèmes importants pour les femmes vivant dans les pays en voie de développement et l'impact du programme canadien sur leur vie et leurs aspirations.



Il faut comprendre le scepticisme des femmes qui ont une attitude pessimiste au cours de l'année de la femme.

Peu de projets, hormis ceux dont l'objectif formulé ou implicite est le contrôle des naissances ou ceux ayant trait à l'artisanat, envisagent les besoins des femmes en tant que producteurs, personnes capables de prendre des décisions ou membres à part entière de la société. Ce manque d'intérêt peut se justifier jusqu'à un certain point. Dans la plupart des pays en voie de développement, l'écart entre les possibilités offertes aux femmes riches et aux hommes pauvres est beaucoup plus grand que l'écart entre celles qui s'offrent aux hommes et aux femmes pauvres. De même il existe un écart pour les postes économiques, politiques et sociaux entre les hommes et les femmes et il est presque toujours au détriment des femmes.

On peut justifier autrement l'inertie des canadiens qui formulent les politiques; le Canada ne pense pas devoir imposer sciemment de nouvelles normes culturelles aux autres peuples dans le cadre de son aide. On peut réfuter cet argument de deux manières. Premièrement, certains projets véhiculent de toute évidence les concepts canadiens. En Afrique occidentale, par exemple, bien que les femmes jouent traditionnellement un rôle important dans l'agriculture et le commerce, les projets financés par le Canada contribuent fréquemment à leur enlever ces fonctions. Deuxièmement, la plupart de l'aide, ou du moins la plupart des opérations commerciales et non commerciales en tout genre, permet le transfert de techniques, de normes et de valeurs marquées culturellement. On se demande alors quelles valeurs peuvent être exportées.

A l'intérieur du Canada, le gouvernement canadien a reconnu le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes. Les femmes canadiennes luttent durement pour inscrire ce principe dans les faits comme dans les lois.

Le gouvernement canadien devrait s'assurer que ses propres organismes de développement et ceux qu'il finance, respectent ce principe lors de l'élaboration des projets et de la formulation des politiques. Le Canada ne peut et ne devrait pas s'ingérer dans les affaires internes d'autres pays, en essayant d'imposer ses valeurs culturelles là où de toute évidence elles sont mal accueillies. Cependant il est possible d'apporter un soutien aux mouvements féministes d'autres pays. Tout au moins, les programmes financés par le Canada devraient respecter les avantages économiques, politiques et sociaux dont bénéficient déjà les femmes dans certains endroits. Sinon on aboutirait au pire système de doubles valeurs: une politique d'égalité pour les femmes canadiennes et une politique d'inégalité choquante pour les femmes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Farida Shaikh faisait partie jusqu'à tout récemment du personnel des services de l'information du CRDI.